

**Observations de Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, à la réunion du
Conseil européen
Bruxelles, le 17 octobre 2024**

Bonjour.

La première réunion du Conseil européen à laquelle j'ai assisté en tant que Présidente du Parlement européen était celle du 24 février 2022. Jusqu'à cette date, peut-être nous bercions-nous de l'illusion que certaines lignes sur la carte ne seraient plus jamais franchies par aucune armée. Mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie ce jour fatidique a tout changé. Nous savons désormais qu'il y a des limites que l'Europe ne franchira pas. Il est important que nous le répétions, alors que la lassitude de la guerre, la propagande du Kremlin et la désinformation s'insinuent sans relâche au cœur de nos sociétés. Mais malgré tout cela, les Européens ont gardé en vue les raisons pour lesquelles il est essentiel de défendre l'Ukraine. La détermination de l'Europe reste et restera forte.

Nous approchons des 1 000 jours depuis le début de l'agression en Ukraine. Les Ukrainiens n'ont pas demandé cette guerre, mais ils l'affrontent avec un courage exceptionnel. Trop d'entre eux ont été tués. Une partie considérable de l'infrastructure critique ukrainienne a été ciblée et réduite à néant. Trop d'enfants n'ont pu rentrer chez eux. Trop de fils et de filles se préparent à passer un autre hiver au front.

Nous continuerons, et devons continuer, à être solidaires de l'Ukraine, mais nous devons aussi déployer davantage d'efforts en faveur de la paix. Une paix reposant sur la liberté, ancrée dans la dignité et fondée sur la justice, une paix qui ne soit pas une capitulation et qui protège nos valeurs. Il ne saurait y avoir de véritable paix sans cela.

Lorsque nous parlons de l'avenir de l'Ukraine et de la fin de cette terrible guerre, nous devons être clairs: cela passe inévitablement par une Ukraine forte et souveraine. C'est pourquoi le Parlement européen maintient absolument sa position, qu'il a maintes fois exprimée et continuera d'exprimer haut et fort: aucune décision concernant l'Ukraine ne doit être prise sans elle. C'est également la raison pour laquelle nous continuons de soutenir les trajectoires européennes de la Moldavie, des Balkans occidentaux et de la Géorgie et de dénoncer, sans équivoque et par des sanctions lorsqu'il le faut, les tentatives persistantes de la Russie de déstabiliser la région.

Par conséquent, lorsque le Président Zelensky explique ce dont son peuple a besoin pour sa défense, quelles failles dans nos sanctions doivent encore être comblées, et quel soutien financier, logistique, militaire et humanitaire est requis pour reconstruire les villes, nous devons l'écouter. Et cela, le Parlement européen l'a bien compris.

C'est pourquoi la première chose que nous avons faite au début de cette législature a été d'adopter une résolution réaffirmant notre soutien. Il y a trois jours, notre commission du commerce a voté en faveur d'un prêt exceptionnel au titre de l'assistance macrofinancière allant jusqu'à 35 milliards d'euros en soutien de l'Ukraine. La semaine prochaine, la plénière votera à son tour. Sur les plans politique et technique, nous sommes fiers d'avoir fait notre part, et de l'avoir fait rapidement.

Le message que je veux faire passer est que, pour moi comme pour le Parlement européen, il était important de venir aujourd'hui pour insister sur le caractère urgent de nos discussions et

décisions, mais aussi sur l'importance de trouver des solutions qui n'aillent pas à l'encontre de nos valeurs.

C'est également le cas pour ce qui est du Moyen-Orient.

La semaine dernière, à Strasbourg, nous avons commémoré le premier anniversaire des attaques terroristes du 7 octobre perpétrées par le Hamas en Israël. Rien ne saurait jamais justifier ce qu'il s'est passé ce jour-là. Un an après, les blessures restent profondes et trop peu d'otages ont pu retourner auprès de leurs proches.

Les attaques du 7 octobre ont déclenché un cycle de guerre, de mort et de dévastation qui a fait des milliers de victimes à Gaza. Trop d'enfants ne grandiront jamais. Trop d'innocents connaissent désormais la guerre.

Nous devons intensifier nos efforts pour alléger les souffrances engendrées par cette terrible catastrophe humanitaire, ou risquer de voir une autre génération perdue.

Cette situation s'envenime en outre du fait de l'Iran et de ses efforts de longue date pour perturber et déstabiliser la région.

Avec l'escalade récente au Liban, qui voit désormais la Force intérimaire des Nations unies au Liban entrer dans le conflit, il est plus indispensable que jamais de trouver une solution pérenne, et ce de toute urgence.

L'Europe a un rôle à jouer et elle doit se montrer à la hauteur.

La position du Parlement européen est claire: nous ne cesserons de demander avec fermeté la libération immédiate de l'ensemble des otages toujours captifs. Nous continuerons résolument à appeler au cessez-le-feu. Nous continuerons à tout mettre en œuvre pour favoriser la désescalade. Et nous poursuivrons sans relâche nos efforts en faveur d'une paix véritable, digne, viable et durable dans la région, reposant sur deux États afin de donner de vraies perspectives aux Palestiniens et d'apporter la sécurité à Israël.

Car dans ces situations, il ne suffit pas de demander la paix, il s'agit de prendre des mesures concrètes vers la désescalade. Cela s'applique également au Soudan. En ce moment même, le Soudan est en proie à la plus importante crise de déplacements au monde et souffre de la faim à des taux sans précédent. La paix dans ce pays ne pourra s'obtenir que dans le cadre d'un dialogue constructif, seul espoir d'un cessez-le-feu pérenne.

Nous ne pouvons ignorer que toute instabilité a inmanquablement des répercussions. Les situations en Europe de l'Est, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord ou ailleurs dans notre voisinage ne restent pas des situations isolées: elles ont des conséquences pour l'Europe. Ces conséquences se font particulièrement ressentir dans le domaine de la migration.

Dans ce domaine, nous devons dépasser le stade du rafistolage. Il s'agit d'un problème européen qui nécessite une approche européenne. Aucun État membre ne devrait avoir l'impression d'être seul face à de telles pressions.

Le pacte sur la migration et l'asile, que nous avons adopté au début de cette année après une dizaine d'années d'impasse politique, est la voie à suivre. Mais il est voué à l'échec si, lorsque

la pression est trop forte, nous saisons tout ce que nous avons construit ensemble et si nous ne permettons pas sa mise en œuvre.

Nous devons donc absolument intensifier nos efforts pour mettre rapidement en œuvre le pacte. Car il constitue la réponse que nous pouvons donner à nos communautés sous pression:

Un cadre convenu entre tous qui protège nos frontières tout en restant juste pour ceux qui ont droit à une protection et ferme pour ceux qui n'y ont pas droit et doivent être renvoyés rapidement et en toute sécurité. Un cadre aussi – et surtout – intraitable avec les réseaux de trafiquants, ainsi que les États malveillants comme la Russie et la Biélorussie, qui ont recours à des menaces hybrides, exploitent les plus vulnérables et utilisent la migration comme une arme.

Ce type de menaces hybrides nous oblige à sortir des sentiers battus. Nous nous devons de répliquer à ces acteurs qui tentent d'utiliser les systèmes que nous avons bâtis pour l'épanouissement de tous contre l'humanité même qu'ils ont vocation à protéger. Et nous pouvons le faire en respectant nos valeurs et cadres juridiques.

C'est pourquoi nous devons aussi accélérer de toute urgence le retour des demandeurs d'asile ayant essuyé un refus lorsque ce retour peut se faire rapidement et en toute sécurité. Ainsi, nous pourrions consacrer nos ressources à ceux qui en ont réellement besoin et soulagerons les pressions sociétales et politiques auxquelles nous sommes tous confrontés.

Le Parlement européen est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour vous aider dans ce processus. Nous devons laisser une chance au pacte sur la migration, le mettre en œuvre, et même le compléter là où il le faut. Au Parlement, nous avons déjà pris note de la lettre de la Présidente von der Leyen, que nous considérons comme un bon point de départ pour nos débats. Nous savons également qu'il est possible que la Commission soumette des propositions supplémentaires, et nous sommes prêts et disposés à faire notre part.

La coopération est clé. La véritable solution est une solution européenne: une solution à grande échelle, holistique et pérenne. Car seule une approche coordonnée au niveau européen pourra garantir l'intégrité de notre espace Schengen.

Je suis certaine que ces questions seront toutes au cœur de la procédure d'examen des commissaires-désignés par le Parlement européen, qui commencera véritablement avec les premières auditions qui se tiendront le 4 novembre.

Le Parlement fera son travail, nous prendrons la procédure très au sérieux et j'espère que nous serons en mesure d'approuver un nouveau collège de sorte qu'il puisse prendre ses fonctions au début du mois de décembre.

Je vous remercie.